

**CIRCULAIRE**  
**du ministre de l'agriculture n° 66-3591 du 23 juin 1966**

**Textes de référence :**

- Décret n° 452 du 12 mai 1960 et notamment son article 16 ;
- Décret n° 99 du 27 janvier 1961 et notamment son article 5 ;
- Décret n° 379 du 6 avril 1963 et notamment ses articles 28 et 29 ;
- Arrêté interministériel du 31 juillet 1965 relatif au cautionnement des agents comptables.

En application de l'article 28 du décret n° 379 du 6 avril 1963, le montant minimum du cautionnement que l'agent comptable d'une caisse de mutualité sociale agricole doit fournir, en garantie de sa gestion, est fixé dans le cadre d'un arrêté du ministre des finances et des affaires économiques, et du ministre de l'agriculture.

L'article 29 du même décret a prévu les conditions dans lesquelles l'agent comptable peut se faire suppléer pour tout ou partie de ses attributions et a soumis les suppléants de l'agent comptable à la constitution d'un cautionnement dont le montant minimum est également fixé par arrêté interministériel. L'arrêté dont il s'agit est intervenu le 31 juillet 1965, la présente circulaire a pour objet de préciser certaines dispositions de ce texte.

## **I.- LE CAUTIONNEMENT**

**1.1.-** Le cautionnement est la somme que le comptable doit constituer en garantie de sa gestion. Le cautionnement est personnel : il est à la charge de l'agent comptable, ou des personnes astreintes à la constitution du cautionnement.

**1.2.-** L'article 5 de l'arrêté du 31 juillet 1965 précise que le cautionnement des agents assujettis peut être, soit réalisé en numéraire ou en rentes de l'Etat, soit remplacé par la garantie résultant de l'affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée. Ces divers modes de réalisation ne peuvent être employés simultanément.

Les cautionnements en numéraire ou en rentes doivent être déposés à la caisse des dépôts et consignations dans les conditions déterminées pour les consignations judiciaires et administratives.

**1.3.-** Ces dispositions excluent la possibilité pour les caisses de mutualité sociale agricole de se porter caution pour leurs préposés, salariés ou non, ou de prendre en charge les cotisations dues par les agents astreints au cautionnement.

**1.4.-** Toutefois, il peut être admis que les caisses allouent aux agents intéressés une indemnité de fonctions ou de responsabilité, étant précisé que cette indemnité ne saurait, en aucun cas, avoir le caractère d'une contre-partie exacte et obligatoire de la charge résultant de la constitution du cautionnement.

## **II.- PERSONNES TENUES AU CAUTIONNEMENT**

Les personnes tenues à la constitution d'un cautionnement sont :

**II.1.-** Les agents comptables ;

**II.2.-** Les agents ayant reçu délégation générale des agents comptables pour l'ensemble des opérations leur incombant (adjoints à l'agent comptable). Ces délégataires doivent être agréés par le conseil d'administration et être munis d'une procuration régulière établie sous seing privé.

**II.3.-** Les agents ayant reçu délégation des agents comptables pour une partie des attributions leur incombant : visa des titres de paiement, vérifications de tous ordres. Ces délégataires doivent être munis d'une délégation particulière établie sous seing privé et approuvée par le directeur ; cette délégation doit préciser la nature des opérations qu'elle concerne et leur montant maximum.

**II.4.-** Les caissiers et caissiers secondaires ainsi que toutes les personnes disposant régulièrement d'une encaisse ;

**II.5.-** Les agents chargés du maniement de fonds, c'est-à-dire ceux qui sont régulièrement habilités pour procéder à des recouvrements ou à des versements mais qui ne disposent pas d'une encaisse : correspondants locaux, contrôleurs, assistantes sociales le cas échéant, etc.

**II.6.-** Les agents habilités à remplacer accidentellement, par suite de congé ou de maladie du titulaire, un des agents visés aux 1 à 4 inclus ci-dessus.

### III.- MONTANT ET VARIATION DU CAUTIONNEMENT

**III.1.-** Le montant minimum du cautionnement auquel est astreint l'agent comptable de chaque caisse de mutualité sociale agricole est fixé par l'arrêté du 31 juillet 1965 susvisé, conformément au barème ci-après, en fonction du volume annuel total des dépenses des gestions techniques et complémentaires effectuées au cours de la dernière année écoulée par l'organisme intéressé.

| TOTAL DES DÉPENSES              | CAUTIONNEMENT MINIMUM |
|---------------------------------|-----------------------|
| Moins de 30 millions de francs  | 25.000 F              |
| De 30 à 60 millions de francs   | 30.000 F              |
| De 60 à 100 millions de francs  | 35.000 F              |
| De 100 à 150 millions de francs | 40.000 F              |
| De 150 à 200 millions de francs | 45.000 F              |
| Plus de 200 millions de francs  | 50.000 F              |

Le cautionnement est toutefois limité à la somme pour laquelle l'association française de cautionnement mutuel est autorisée, par décision du ministre des finances, à accorder sa garantie.

**III.2.-** Agents ayant reçu délégation pour l'ensemble des opérations incombant à l'agent comptable. Le montant minimum du cautionnement est fixé à une somme égale à la moitié du cautionnement de l'agent comptable.

**III.3.-** Agents ayant reçu délégation partielle de l'agent comptable. Le montant minimum du cautionnement est fixé à une somme égale au quart du cautionnement de l'agent comptable.

**III.4.-** Caissiers et caissiers secondaires disposant d'une encaisse. Le montant minimum du cautionnement est fixé au montant de l'encaisse en numéraire que les intéressés sont autorisés à conserver en fin de journée.

**III.5.-** Agents chargés du maniement de fonds, ne disposant pas d'une encaisse. Le montant minimum du cautionnement ne peut pas être inférieur à 1.000 F.

**III.6.-** Agents suppléants remplaçant accidentellement les agents titulaires. Le montant minimum du cautionnement est celui qui correspond aux fonctions exercées pendant la période de remplacement.

**III.7.-** Le cautionnement de chacun des agents visés aux III,1 à III,6 inclus ci-dessus est fixé lors de l'installation de cet agent pour toute la durée de ses fonctions.

**III.8.-** Toutefois, les cautionnements des agents visés aux III,1, III,2 et III,3 ci-dessus doivent être révisés chaque fois que le total des dépenses des gestions techniques et complémentaires effectuées par l'organisme se trouve, pendant deux années consécutives, compris dans une tranche autre que celle qui avait servi à sa détermination. En cas de mutation des agents visés aux III,1 à III,6 inclus ci-dessus, le cautionnement du nouvel agent devra faire l'objet d'une nouvelle détermination sur les bases prévues à l'arrêté du 31 juillet 1965.

Toute difficulté d'interprétation ou d'application devra être signalée à la direction générale de l'enseignement et des affaires professionnelles et sociales, service de la protection sociale agricole, sous-direction des affaires administratives et financières, bureau CF/12.